

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	14 (1956)
Heft:	1
Artikel:	De quelques phénomènes économiques sous le régime collectiviste
Autor:	Masnata, Albert
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-134695

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De quelques phénomènes économiques sous le régime collectiviste

Remarques sur des faits observés
dans le cadre de l'économie soviétique

par ALBERT MASNATA

Chargé de cours à l'Université de Lausanne

Avertissement de l'auteur :

L'observation des faits dans le cadre de l'économie soviétique présente un intérêt certain pour l'économiste qui désire connaître comment fonctionne dans la pratique un régime collectiviste. Aussi avons-nous, depuis des années, voué notre attention à cet examen pour lequel la connaissance de la langue russe nous est très utile, donnant accès à des documents originaux. Un cours donné à l'Université de Lausanne sur le système économique soviétique nous a encore récemment amené à mettre au net certaines observations faites précédemment. Nous en fixons quelques-unes dans le présent article qui n'a aucunement la prétention d'être tant soit peu complet ou encore de formuler des conclusions scientifiques définitives. Le dessein de l'exposé qui suit est beaucoup plus modeste : celui de contribuer à la connaissance de quelques aspects généraux des problèmes économiques sous un régime collectiviste en utilisant les remarques qu'on peut établir en observant les faits tels qu'ils se produisent en U.R.S.S. Ces remarques qui conduisent à établir certaines « uniformités », pour employer un terme cher à Pareto sont, du reste, aussi sujettes à caution pour deux raisons essentielles. D'abord, parce que la documentation dont on peut disposer, même sur place est incomplète, puis, parce que le temps sur lequel portent les recherches est encore relativement court.

Ce sont là des scrupules d'ordre scientifique qu'on doit nécessairement énoncer, d'autant plus que nous avons la prétention d'observer les faits sans idée préconçue, ce qui est particulièrement difficile en la matière. En effet, la théorie marxisto-léniniste à laquelle obéit inévitablement toute la littérature économique soviétique, prétend présenter les faits sous un angle de vue nettement déterminé. L'essence même des choses, leur signification et leur interprétation sont considérées comme étant nécessairement différentes de tout ce qui a été vu jusqu'ici du fait du changement du système de production. Une telle optique exclusive ne peut être la nôtre car nous prétendons, répétons-le, dégager sans parti pris des remarques générales l'observation des faits, tout en admettant pleinement ce que cela peut avoir de relatif.

1. *Les bases doctrinales du système économique soviétique.*

La question de savoir comment se présentent certains phénomènes économiques sous le régime collectiviste soviétique ne saurait être mieux abordée que par un rappel des principes qui

sont à la base de son fonctionnement, suivant les conceptions de ses protagonistes et dirigeants. Il ne peut s'agir de développer ici une longue théorie, basée sur d'innombrables citations. On doit se contenter de quelques traits généraux et pour leur justification renvoyer au *Manuel d'Economie politique* compilé par l'Institut de l'économie de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. dont une deuxième édition vient de sortir en 1955, et qui constitue en quelque sorte la quintessence de la science économique soviétique.

Rappelons tout d'abord une première position essentielle de nos collègues marxisto-léninistes, dont découlent toutes les autres. La nationalisation générale des moyens de production, sous réserve de certaines formes de propriété coopérative, a modifié dans son essence le système économique par rapport au mode de production privé, dit capitaliste. On attribue à ce changement l'effet d'une espèce de mutation générale de la matière.

De ce fait la nature même des rapports sociaux, entre groupes professionnels, par exemple, se modifie. La suppression de la fameuse « exploitation de l'homme par l'homme », inhérente au mode de production capitaliste, doit par sa vertu même rendre inexistantes des « contradictions » dans les relations entre différentes branches économiques.

Les lois et institutions économiques, même si elles présentent des analogies, surtout dans leurs appellations, avec des phénomènes semblables sous un régime « capitaliste » sont censées être d'essence totalement différente. Il est vrai que les fonctions économiques d'institutions telles que les prix et la monnaie sont considérées comme étant à certains égards analogues à celles qu'on observe sous une économie à base du marché libre, aussi longtemps que l'économie soviétique se trouve au stade d'une économie « socialiste » et non encore communiste.

L'ensemble des questions que nous venons d'évoquer donne lieu, du reste, depuis des années, à des discussions et énonciations de théories qui conduisent quelquefois à la condamnation doctrinale d'hérétiques dont quelques-uns sont réintégrés plus tard dans les cadres de la science officielle, lorsque les instances du parti communiste sont arrivées à changer d'opinion.

Il en est ainsi plus particulièrement des deux problèmes essentiels suivants et que nous venons d'évoquer.

1. Quelles sont les lois particulières à l'économie socialiste-collectiviste ?
2. Comment s'opère le passage de l'économie socialiste à l'économie communiste et quels sont les phénomènes qui accompagnent ce changement ?

En ce qui concerne le premier problème, on sait que, quelque temps avant sa mort, Staline a publié une étude devant instituer une doctrine sur les « lois économiques du socialisme ».

Sans vouloir nous attarder à la question de savoir si l'auteur de cette étude était vraiment Staline ou un autre, nous devons constater qu'après la mort du grand chef la paraphrase et la discussion de ses idées dans la littérature économique soviétique ont subi une éclipse. Elles ont réapparu toutefois depuis lors. Le sens du débat est celui de savoir comment accorder une signification particulière sous le régime socialiste à des phénomènes qu'on observe également sous d'autres régimes économiques. Nous nous permettrons de dire, en passant, qu'il nous semble de toute évidence que le cadre d'un régime collectiviste étant tout différent de celui d'un régime d'économie privée, la manière dont se produisent certains phénomènes et leurs conséquences sont différentes. Par contre, ces faits de base étant une fois fixés, on se trouve amené à constater que des institutions économiques, comme les prix, la monnaie, etc., semblent fonctionner quant au fond, d'une façon sensiblement analogue sous des régimes différents. En disant cela nous anticipons du reste, car c'est dans la suite seulement que nous fournirons quelques observations probantes à cet égard.

En attendant, répétons que ce sont là des questions qui donnent pas mal de fil à retordre aux théoriciens soviétiques. Or, dans un système économique, construit sur une théorie, de telles préoccupations sont d'une très grande importance pratique.

Il en est de même du second point que nous signalons plus haut : celui du passage du socialisme au communisme. Est-on déjà arrivé à ce stade ou non ? Si oui, on pourrait considérer que des choses aussi essentielles pour la direction de l'économie que le coût de production, la monnaie, etc., ont une tout autre signification ; si non il faut bien se garder d'en diminuer l'importance. Il semble que, momentanément, c'est la vision « socialiste » des choses qui l'emporte sur la vision « communiste ». Ce sont,

du reste, les observations faites dans le cadre de l'économie socialiste-collectiviste telle qu'elle fonctionne depuis des années, qui nous intéressent pratiquement, vu le but que nous nous proposons ici.

Cela étant, nous devons encore rappeler, pour compléter l'esquisse des principes de base de l'économie soviétique, ce qui suit.

L'économie étant absorbée par l'Etat, c'est ce dernier qui la dirige sur la base des plans, comprenant tous les secteurs de la vie économique du haut en bas, jusqu'à l'entreprise particulière. C'est par l'intermédiaire du budget de l'Etat qu'a lieu le financement de l'économie. Les impôts sur le chiffre d'affaires et les bénéfices mobilisent en tout premier lieu le produit de l'activité économique au profit des investissements nouveaux et des fonds de roulement des entreprises. L'Etat redistribue donc ainsi, s'il le faut, le revenu national, et favorise, selon les conceptions et les besoins du moment, telle ou telle branche économique¹. Il y a là, comme nous le verrons, un domaine où se produisent des phénomènes intéressants qui contredisent l'image « monolithique » que donnent souvent de leur système les économistes marxisto-léninistes.

Il y en a, par ailleurs, un autre touchant à l'activité planifiante et dirigiste de l'Etat, qui présente aussi un intérêt particulier. C'est celui de l'organisation des relations entre la production et la consommation par l'intermédiaire de la distribution et de ses institutions, les prix et la monnaie, notamment.

Il est grand temps que nous nous tournions maintenant du côté de ces observations particulières, qui ne représentent, répétons-le, que des extraits partiels d'un complexe plus vaste, qu'il ne peut être question de présenter ici dans tous ses détails.

2. *Fonctionnement général du circuit économique.*

Le problème central du fonctionnement d'une économie quelle qu'elle soit est d'assurer le circuit économique, soit les rapports entre la production et la consommation, grâce aux institutions qui règlent la distribution, ainsi que la continuité du développement économique par la réalisation de surplus nécessaires aux investissements.

¹ Voir ALLAKHVERDIAN : *Voprossi Ekonomiki*, no 2/1954, p. 65.

Dans le système collectiviste, nous l'avons vu, c'est l'Etat qui, par le truchement de ces plans, assume cette tâche, alors que dans l'économie dite libre, c'est le jeu automatique des forces économiques qui constitue le moteur du système. La théorie économique marxisto-léniniste prétend que son système joue sans à-coups, qu'il n'y a pas de « jeu » entre les différentes parties de l'édifice économique. Nous nous référerons, à titre d'exemple, à un auteur entre mille qui dit en substance ceci, en étudiant le problème des rapports entre les différents secteurs de l'économie dans le cadre du « Plan »¹.

Sous le « capitalisme » l'économie est anarchique, sous le socialisme tout est harmonisé grâce au Plan. A cette harmonie sert l'établissement de « bilans » (balances en russe) pour assurer les liens entre les divers secteurs économiques.

Le Plan résout notamment le problème essentiel de la « reproduction » des valeurs économiques par l'équilibre qu'il réalise entre le volume de la production et la question des prix, alors que ce problème est réglé anarchiquement par la « loi du coût » sous le capitalisme.

Si nous voulons traduire la citation de notre auteur en langage plus clair, nous dirons que, selon sa conception, le développement économique en U.R.S.S. se déplace rationnellement dans le secteur où cela est utile à l'économie nationale, alors que, dans les pays capitalistes, c'est dans le secteur où le rendement est le plus élevé. La difficulté réside néanmoins, sous le régime collectiviste, à concilier dans le cadre du Plan le but général prôné comme seul valable avec la nécessité absolue de tenir compte du principe de rentabilité sur lequel on insiste, du reste, de plus en plus en U.R.S.S.²

Abordons deux questions générales essentielles au fonctionnement du circuit économique :

- a) celle relative à la répartition de l'effort de développement entre différentes branches de la production : industrie et agriculture ;
- b) celle concernant le jeu de la distribution.

¹ Cf. KOURSKY : *Planovoyé Khozaïstvo*, n°5/1951, p. 10 ss.

² Voir notamment rapport Malenkov après tant d'autres à la 5^e session du Soviet suprême, cité dans *Voprossi Ekonomiki*, n° 3/1954, p. 32.

3. *Rapports entre divers secteurs économiques : industrie-agriculture.*

Bien que les entreprises industrielles (toutes appartenant à l'Etat, rappelons-le) soient censées depuis des années se suffire financièrement à elles-mêmes, l'apport financier du budget de l'Etat est encore nécessaire pour leurs fonds de roulement (capitaux d'exploitation), sans parler des nouveaux investissements. En 1952, par exemple, les pertes des entreprises « non-rentables » se sont élevées à 16 milliards de roubles. Des pertes importantes ont également été enregistrées en 1953¹. Tout en blâmant une telle situation, l'Etat collectiviste ne peut pourtant pas se désintéresser de ces entreprises qui appartiennent peut-être aux branches industrielles qu'on veut précisément développer. Mais vient s'ajouter à cela la question essentielle de nouveaux investissements. Qu'il s'agisse de ces derniers ou des capitaux de roulement, le choix de l'Etat ne doit pas être dicté en vue de bénéfices à espérer, mais en vertu d'un principe supérieur, celui du bien public. Or, la notion du bien public est déterminée par la « ligne générale » décidée par le parti communiste en matière de politique économique.

Dès le premier plan quinquennal, commencé en 1928, ce fut l'application du mot d'ordre de l'industrialisation. Cette industrialisation porta et porte encore avant tout sur l'industrie lourde. Quant à l'agriculture, si en théorie elle est mise sur le même pied que l'industrie, en fait son développement est constamment en retard sur celui de la première.

Il semble, du reste, qu'il y a là un problème de disparité entre l'agriculture et l'industrie qui dépasse les frontières des Etats collectivistes. Mais dans le cas de l'U.R.S.S. il est néanmoins spécial, étant donné que des différences subsistent concernant le régime de propriété entre l'agriculture et l'industrie. A l'exception de communautés artisanales, l'industrie est pratiquement entièrement propriété de l'Etat. Dans l'agriculture, à côté des fermes d'Etat, — les « sovkhozes » — les coopératives agraires, les « kolkhozes », jouent encore un rôle essentiel. Ce sont, sans doute, des raisons politiques qui ont conduit les dirigeants soviétiques, avec Staline à leur tête, à donner à l'agriculture avant tout un statut coopératif dans le cadre duquel l'individualisme indéracinable du

¹ Cf. discours déjà cité de M. Malenkov à la 5^e session du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

paysan pouvait encore avoir une certaine place. Aussi, c'est dans le cadre du système « kolkhozien » qu'on espérait pouvoir obtenir le plus grand rendement en vertu de « l'intérêt personnel » dont on a cherché, par ailleurs, à créer le stimulant principal dans la production industrielle. Cela, du reste, conformément à cette affirmation de Lénine « que pour aboutir au communisme il faut de longues années et pendant ce temps il faut construire l'économie à l'aide d'un enthousiasme certes inspiré par notre grande révolution, mais basé sur *l'intérêt personnel*, sur la participation *personnelle et sur un calcul commercial* »¹.

Dans les relations entre le secteur agricole et industriel, il y a aussi une autre difficulté que celle résidant dans des différences de régimes de propriété. Il y a encore la question de la mise en circulation des produits. Non seulement les « sovkhozes » (entreprises d'Etat), mais naturellement aussi les « kolkhozes » doivent livrer à l'Etat leur production à des prix fixés par lui. Toutefois, à côté de cela, les « kolkhozes » comme tels et les membres de ceux-ci individuellement peuvent vendre de leurs produits directement sur le marché. Dans son testament doctrinal, les *Lois économiques générales du Socialisme*, Staline souligne la nécessité de cette production pour le marché, tout en reconnaissant que « ces contradictions constituent un obstacle à l'incorporation de l'économie nationale dans le Plan. Les kolkhozes disposant du surplus de leur production pour leur marché sont, dit-il, en marge du système de l'Etat »².

Sans doute, cet état de choses ne constitue pas la seule raison du retard dans le développement de la production agricole, d'une part, et dans la disparité qui se manifeste, d'autre part, depuis que les plans quinquennaux existent, entre la situation économique du paysan et de l'ouvrier industriel. Cette disparité à la défaveur du paysan se trouve réalisée à travers les prix pratiqués par l'Etat pour les articles industriels nécessaires à la vie du campagnard et à son travail et ceux qu'il fixe pour les produits de l'agriculture.

Voyons, à l'aide d'exemples pratiques, comment se présente la situation dans ce domaine dans lequel Staline lui-même reconnaissait la persistance de « contradictions ».

¹ Cf. VEKOUA : *Voprossi Ekonomiki*, n° 9/1954.

² Voir VIAZMINE : *Voprossi Ekonomiki*, n° 12/1952, p. 10, 16 et 17.

Voici le renseignement que nous fournit un auteur soviétique sur le développement relatif de la production agricole et industrielle.

Alors que, de 1940 à 1952, la production brute de l'industrie a augmenté de 130 %, celle de l'agriculture, exprimée dans des prix comparables, n'a augmenté que de 10 %. En vertu de cette situation, il s'est produit un écart évident entre les besoins croissants de la population en viande, produits laitiers, légumes, fruits, etc., d'un côté, et le niveau de la production agricole de l'autre¹. Nous pouvons ajouter à cela que cet écart a eu aussi des répercussions sur les prix des produits agricoles pratiqués sur les marchés libres qui ont atteint parfois, au cours des années indiquées, un niveau fort élevé.

Ce retard de la production agricole est apparemment dû avant tout à l'insuffisance de la rétribution du paysan par rapport au travailleur de l'industrie. Pour remédier à cette situation, force était donc aux dirigeants soviétiques d'abandonner la doctrine des prix d'Etat aussi stables que possible pour raccorder mieux l'agriculture à l'ensemble de l'économie nationale collectivisée. Le « Plénum » du parti communiste de septembre 1953 s'y employa. On augmenta la valeur exprimée en monnaie des « journées-travail » à la base de la rétribution dans les différentes productions agricoles ; on revisa les rapports d'échange entre produits industriels et agricoles et on augmenta les prix d'achat de l'Etat pour le bétail et la volaille 5,5 fois, le lait et le beurre 2 fois, les pommes de terre 2,5 fois, etc. M. Khrouchtcheff, dans son rapport au « Plénum » en question préconisa, à l'instar de Staline, de pratiquer plus largement entre l'industrie d'Etat et l'agriculture le système de contrats de livraisons directes permettant une meilleure adaptation des valeurs respectives des produits industriels et agricoles. Pourtant ce mode de faire ne doit aucunement supprimer le système essentiel prévu par les plans économiques de l'échange commercial sur la base du contrat achat-vente et dans le cadre du système monétaire, par l'intermédiaire des livraisons obligatoires à l'Etat².

Si nous nous sommes trop attardés à ce problème des relations agriculture-industrie, c'est qu'il nous paraissait intéressant pour

¹ Voir OSTROVITIANOV : *Voprossi Ekonomiki* n° 12/1953, p. 18.

² Cf. VIAZMINE : *Voprossi Ekonomiki*, n° 4/1954, p. 17-31.

constater la persistance probablement forcée de zones de « contradictions » au sein de l'économie collectiviste.

4. *Relations entre industrie lourde et industrie légère.*

Voici une autre contradiction relevant du problème des relations entre industrie lourde et légère.

Répétant partiellement ce que nous avons dit plus haut, nous constaterons que la préférence donnée au développement de l'industrie lourde (celle des mines et des biens d'équipement) est solidement ancrée dans les positions doctrinales de Lénine et de Staline. « L'industrie lourde, affirme encore récemment un auteur soviétique, constitue la base de la puissance de l'Etat soviétique et du bien-être du peuple.¹ »

Que la réalisation de ce but produise des « contradictions » au sein de l'économie soviétique, nous le verrons encore. Voyons, dans le cas particulier, quel est l'état de faits.

Au cours des vingt-huit ans ayant précédé 1952, la production des *moyens de production* a augmenté au total 55 fois, alors que la production des *articles de consommation courante* n'a augmenté que 12 fois².

De 1950 à 1955, l'augmentation de la production de l'industrie lourde a été de 84 % et celle de l'industrie légère 72 %. L'industrie lourde représente le 70 % de toute la production industrielle³. Les chiffres publiés par la presse soviétique indiquent aussi que les investissements dans l'industrie lourde ont eu, pendant des années, la part du lion. De 1940 à 1954, le volume de la production des moyens de production a augmenté 3,4 fois et celle des articles de consommation 2 fois⁴.

Les dirigeants soviétiques ont, sans doute, de bonnes raisons pour agir comme ils le font à l'égard de l'industrie lourde et de l'agriculture. Il n'en reste pas moins que les indications données ci-dessus font apparaître, dans le domaine des relations entre divers secteurs de l'économie dirigée, des phénomènes de tension économique qui contribuent à créer des disparités dans la situation des groupes sociaux.

¹ Voir IVANOV : *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 2/1955, p. 46 ss.

² Voir OSTROVITIANOV : *Voprossi Ekonomiki*, n° 12/1953, p. 17.

³ Voir article de fond : *Voprossi Ekonomiki*, n° 7/1955.

⁴ Voir IVANOV : *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 2/1955, p. 53.

*5. Production et consommation
dans le cadre de la circulation des biens économiques.*

Après les problèmes examinés relatifs aux rapports mutuels entre divers secteurs de la production, relevons quelques phénomènes qui se produisent dans le domaine de la circulation des biens économiques.

D'après un économiste soviétique¹, Lénine a démontré que, sous le capitalisme, il n'y a pas de lien direct entre la production et la consommation, que ce lien n'est qu'indirect ; il n'intervient qu'en fin de compte, car dans la société capitaliste la consommation suit la production. « Le socialisme en opposition au capitalisme établit un lien direct entre la production et la consommation, soumettant la première à la seconde, liquidant l'antagonisme entre les deux. »

Quant à sa seconde affirmation, qui est un article de foi de la théorie marxisto-léniniste, que la production est fonction de la consommation et qu'il n'y a pas d'antagonisme entre elles sous le régime socialiste, nous devons en appeler au jugement des réalités soviétiques dont nous avons déjà montré certains aspects ci-dessus.

L'Etat collectiviste doit résoudre un problème difficile : celui de la proportion à attribuer à la consommation et aux investissements dans la répartition du produit social. La « liquidation des classes exploitantes » ne supprime pas la création, au cours de la production, d'une plus-value (en russe « produit supplémentaire »)². Toutefois, celle-ci doit revenir à la collectivité des travailleurs, autrement dit doit être répartie par l'Etat³. Pratiquement, le « produit social » est égal au total de la production nationale prenant la forme de « marchandises commerciales » injectées dans le circuit économique. La valeur du « produit social » ainsi concrétisé se décompose en coût de production et en valeurs nouvellement créées (produit supplémentaire). Ces dernières sont à répartir entre la consommation nationale et la capitalisation (investissements)⁴.

¹ Voir OSTROVITIANOV : *Voprossi Ekonomiki*, n° 12/1953, p. 12 et 14.

² Cf. notamment BIELOFF dans le Recueil : *O razvitiï sovietskogo sotsialisticheskogo obchtesva*. Gossizdat, Moscou 1950, p. 235 ss.

³ Voir DOUCHNOFF : *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 3/1951, p. 47.

⁴ Voir SOBOL : article dans *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 3/1948.

Or, en fait, comme on l'a vu plus haut au cours des vingt-cinq dernières années, ce sont les investissements qui semblent avoir été favorisés dans le cadre des plans quinquennaux alors que la consommation s'est trouvée préteritée.

Certes, théoriquement, le plan économique de l'Etat comprend toutes les étapes du mouvement économique, tant la production que la distribution (commerce) et la consommation. Mais pratiquement l'instrument principal du Plan étant le budget de l'Etat, c'est la production qui est érigée en principe premier et dirigeant du circuit économique.

Le Plan étant construit dans le sens production-consommation, il y a nécessairement une tendance à la prééminence de l'offre sur la demande comme moteur économique. La demande (consommation) court constamment le risque de ne pas être satisfaite. Nous nous trouvons donc de nouveau en présence d'un problème de « disparité ». Pratiquement les troubles dans les rapports entre la production et la consommation trouvent leur expression dans les difficultés du commerce interne soviétique auquel les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. vouent pourtant une attention accrue depuis la mort de Staline. Nous avons donné ci-dessus des indices d'augmentation de la production. Pendant la même période (1940-1954) à laquelle se réfère l'auteur que nous avons cité, le « commerce » n'a augmenté en volume que 2,1 fois contre une augmentation de 3,4 fois du volume de production de l'industrie lourde (investissements).

L'examen, même succinct, des problèmes qui se posent dans le domaine de la circulation, ne saurait se passer d'une brève analyse d'institutions aussi vitales pour le circuit économique que sont les prix et la monnaie. Arrêtons-nous donc quelques instants à ces questions.

6. *Prix et monnaie.*

La doctrine soviétique reconnaît, nous l'avons vu, que les produits sortis des usines ou des « kolkhozes » ont bien le caractère de marchandises entrant dans la circulation¹. Le rapport d'échange de ces marchandises n'est subordonné que limitativement à la « loi du coût », car c'est l'Etat qui en fixe finalement les valeurs. Or, les valeurs des marchandises échangées s'expriment

¹ Cf. aussi *Manuel d'économie politique*, édition 1954, p. 440 ss.

en prix pour l'établissement desquels l'Etat socialiste tient compte de la « loi du coût ». Le prix dans l'économie socialiste est l'expression monétaire de la valeur d'une marchandise, établie dans le cadre du plan économique¹. Le rôle de la monnaie se définit suivant le *Manuel* (expression de la science économique officielle) auquel nous nous référons², par ses fonctions : commune expression de la valeur des marchandises, mesure commune des prix, moyen de paiement, d'épargne et de capitalisation socialiste. Depuis la réforme monétaire de 1947 et spécialement depuis le 1^{er} mars 1950, la valeur du rouble soviétique est basée sur l'or.

Ces définitions des fonctions des prix et de la monnaie ressemblent à s'y méprendre à celles qu'on pourrait donner pour des systèmes économiques autres que celui de l'U.R.S.S. Tout en faisant toujours ressortir les différences essentielles qui existent entre le rôle de la monnaie dans la société socialiste et la capitaliste, Staline avait néanmoins toujours eu soin d'insister sur le fait que la monnaie n'est pas un simple signe dans l'économie soviétique, mais qu'elle joue le rôle d'un organe économique propre en liaison étroite toutefois avec le mouvement des marchandises. C'était reconnaître en même temps la fonction économique essentielle des prix³.

Il y a deux genres de prix fixés par l'Etat socialiste soviétique : les prix de gros et les prix de détail.

Les prix de gros sont ceux qui influencent surtout les rapports d'échanges entre divers secteurs généraux de l'économie : industries lourde et légère, agriculture, commerce de gros. Ils ont une valeur régulatrice pour l'ensemble du circuit économique.

Les prix de détail des denrées alimentaires et de produits industriels usuels ont, comme partout ailleurs, la vertu d'influencer plus ou moins favorablement la position des consommateurs, soit urbains, soit campagnards.

En 1950, il y eut une réforme des prix de gros, soit de ceux fixés à la sortie des produits des entreprises, c'est-à-dire au moment où ces produits prennent le caractère de « marchandises ». On liquida

¹ Voir *Manuel d'économie politique*, p. 447.

² *Ibid.*, p. 449 et 450.

³ Cf. SOBOLEV : *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 3/1948.

Cf. STALINE : *Questions du Léninisme*, 11^e édition, p. 391, cité par KOSSIATCHENKO, dans l'ouvrage : *L'économie nationale de l'U.R.S.S.*, p. 419.

le système de la dotation des entreprises par l'Etat et on mit en harmonie les prix de gros, unifiés pour les mêmes produits, avec les coûts de production. Selon un économiste soviétique, cette décision accroît le rôle des prix de gros en tant que mesure du volume de la production dans chaque entreprise d'Etat¹.

A remarquer que le prix de gros s'établit essentiellement sur la base du prix de revient. Or ce dernier dépend de la rentabilité plus ou moins grande des industries entre lesquelles subsistent à cet égard des différences notables et inévitables malgré les plans. L'établissement de prix de gros uniformes consacre donc des rapports de valeur inexacts. La preuve *a posteriori* du fait que de tels développements sont possibles, est fournie par les exemples de modifications de prix de gros auxquels on a procédé en 1950, dans l'industrie lourde. Les prix des constructions mécaniques ont été baissés de 20 à 30 %, ceux des bois de 7 à 10 % et on a laissé les prix des charbons sans changement². Cela voulait dire que la diminution du coût de production dans l'industrie lourde extractive était en retard sur la diminution du coût de production dans l'ensemble de l'industrie et dans l'industrie des machines en particulier.

Les *prix de détail* sont fixés sur la base du schéma : prix de gros + frais de distribution (transport, marge admise pour le commerce, etc.). A noter que, dans le domaine des prix de détail, il ne faut pas oublier le rôle joué par les marchés libres sur lesquels sont vendus les denrées provenant des « kolkhozes ». Dans la politique des prix de détail des éléments sociaux jouent un très grand rôle, surtout au point de vue psychologique. C'est ainsi qu'on procéda à des revisions massives des prix de détail en 1947 et en 1953. Mais, il n'y a pas que la volonté de favoriser l'augmentation du pouvoir d'achat de la population qui conduit l'Etat socialiste à de telles opérations, mais aussi la pression des faits économiques et surtout monétaires. Cela a été démontré d'une façon fort intéressante par l'article sur « les fluctuations des prix de détail en Union soviétique », publié par *Etudes et Conjonctures*, de Paris, en avril 1955, qui dans ses conclusions constate notamment : « Dans le cours de l'expérience soviétique on peut distinguer

¹ Voir MAISENBERG : *Planovoyé Khozaïstvo*, n° 6/1950, p. 60-61.

² Voir MAISENBERG : *ibid*, p. 62.

l'alternance de périodes de hausse et de baisse des prix de détail échelonnées sur plusieurs années... Elle est perceptible à la fois pour les prix étatiques et pour les prix fixés en fonction de l'offre et de la demande sur le marché kolkhozien. »

Il n'est pas inutile non plus de citer encore le passage suivant des considérations finales de l'enquête systématique à laquelle se sont livrés les économistes d'*Etudes et Conjonctures*.

« Au sujet de la possibilité de représenter les fluctuations de l'économie planifiée au moyen des fluctuations de prix, on peut faire observer que le caractère planifié de ces derniers est de nature à leur dénier ce rôle de baromètre qu'ils jouent dans une économie du marché. Mais la planification des prix elle-même ne se fait pas dans l'abstrait ; elle est en réalité imposée par les nécessités économiques. Les manipulations des prix sont donc une arme parmi les plus puissantes destinée à juguler les fluctuations naissantes. Mais, pour connaître la portée exacte des décisions des planificateurs concernant les prix, il faudrait nécessairement les rapprocher des statistiques des autres éléments de l'économie soviétique et avant tout celles de la production et du revenu national. »

On peut difficilement produire ces statistiques, mais on peut rechercher des faits concernant notamment les relations entre prix et monnaie qui sont révélateurs des « fluctuations » auxquelles le texte cité fait allusion. En effet, l'observation des faits en U.R.S.S., spécialement depuis la période de guerre, conduit à la constatation qu'en dépit des plans et du contrôle étatique, des phénomènes inévitables se produisent dans les rapports réciproques entre prix et monnaie. Ces phénomènes qui tiennent de près à ce qu'on appelle inflation ou déflation en économie bourgeoisie, semblent, du reste, se former tout naturellement dans le vase clos de l'économie soviétique.

Nous avons relevé dans un paragraphe précédent la disparité constante qui existait depuis la période des plans quinquennaux entre la production des industries lourde et légère. Parallèlement les revenus en monnaie des citoyens tendaient à augmenter. L'Etat luttait dès lors toujours contre des tendances inflationnistes¹. Mais la guerre et l'après-guerre ont sensiblement aggravé ces dangers.

¹ Cf. R. MOSSÉ : « L'économie planifiée et les crises », *Revue économique internationale*, Bruxelles, février 1937, p. 323 ss.

Alors que l'offre de marchandises diminuait, la masse monétaire augmenta pendant les trois ans de guerre 2,4 fois par rapport à l'avant-guerre¹. Sur une période plus longue encore, cette disparité entre les moyens monétaires disponibles de la population et les produits offerts ressort de la comparaison des indices suivants, si imparfaits soient-ils. Le revenu national (dont les trois quarts reviennent en U.R.S.S. aux « travailleurs »²) a augmenté de 1940 à 1954 2,5 fois, la production des articles de consommation par contre seulement 2 fois, et la masse des marchandises mise dans le commerce 2,1 fois³. Encore faut-il tenir compte pour cette période déjà des effets de la réforme monétaire de 1947. La poussée inflationniste à laquelle cette dernière devait mettre fin a été, sans doute, fortement influencée par la guerre, mais en somme celle-ci n'a fait qu'accentuer dans une très forte mesure les disparités existantes entre la masse monétaire (respectivement des moyens de paiements) et la masse des marchandises (meilleur garant de la stabilité de la monnaie soviétique, d'après Staline).

La réforme monétaire proprement dite de décembre 1947 fut accompagnée de la suppression du rationnement et de la fixation d'une nouvelle échelle des prix et des salaires. La dévaluation du rouble a été faite sur la base de 1 : 10. Non seulement les moyens de paiement possédés par la population, mais également les comptes d'épargne et de banque furent soumis à cette réduction, comme les emprunts d'Etat le sont à des conversions.

« Il a été établi, dit un économiste soviétique⁴, une nouvelle relation entre la masse monétaire et la masse des marchandises circulant dans le pays... On a extrait de la masse en circulation la monnaie inutile. Ainsi ont été créés les prémisses d'une normalisation de la circulation des marchandises. » Cependant, un autre économiste moscovite, se réclamant de Staline affirmait à la même époque : « C'est la circulation des marchandises qui se trouve à la base de la circulation monétaire et non pas le contraire.⁵ ». Mais

¹ Cf. KOSSIATCHENKO : *L'économie nationale de l'U.R.S.S.*, 1948, p. 408.

² Cf. MALYCHEV : *Planovoyé Khozaïstvo*, no 2/1953, p. 19.

³ Voir IVANOV : *Planovoyé Khozaïstvo*, no 2/1955, p. 53.

⁴ Voir LIFITZ : *Sovietskaya Torgovlya*, Gosspolitizdat, Moscou 1948, p. 110-111.

⁵ Cf. KOSSIATCHENKO : « La réforme monétaire soviétique », dans *Norodnoye Khozaïstvo S.S.R.*, 1948, Gossplanizdat, Moscou.

laissons ces savants économistes à leurs subtilités. L'essentiel est qu'il a été établi que le fond économique de la « réforme » monétaire a été précisément la mise en harmonie — troublée précédemment — de ces deux termes « masse monétaire » — « masse de marchandises ». Les prix des produits à la consommation qui résultèrent de cette opération furent encore assez élevés, d'autant plus que la pénurie de marchandises n'influença pas les prix du marché libre kolkhozien. Il en résulta une atmosphère semblable à ce qu'on appellera déflation en Occident capitaliste.

Il s'est agi dès lors d'améliorer la situation du travailleur-consommateur soviétique en augmentant la masse des produits alimentaires et industriels mis à sa disposition et surtout de les rendre meilleur marché. Par décision gouvernementale une réduction des prix intervint le 1^{er} avril 1953 qui, à première vue, semblait considérable. Elle fut toutefois en bonne partie inopérante malgré les bonnes intentions de l'Etat : un des effets de ces baisses avait été de faire disparaître du marché ouvert au grand public les denrées alimentaires les plus recherchées, qui avec certains objets manufacturés étaient les plus rares. Un second effet avait été de provoquer un phénomène d'inflation qu'on put observer quelques mois déjà après que cette mesure fut prise, comme l'atteste le fait que les particuliers, — sauf peut-être les classes les moins rémunérées, — disposaient d'un surplus de papier-monnaie dont ils ne savaient que faire. En avril 1954, une nouvelle baisse de prix destinée surtout à favoriser les campagnards devait se produire.

Mais ne prolongeons pas inutilement l'exposé de mesures de détail. Ce qu'on peut retenir des indications déjà fournies, c'est que le contrôle de l'Etat sur toute l'économie et notamment son pouvoir de fixer les prix et la valeur théorique de la monnaie ne soustraient pas ces éléments à des variations dues au fait qu'il n'est pas possible de fixer d'une façon rigide et permanente les rapports entre des termes variables.¹

¹ Le danger de phénomènes inflationnistes paraît latent comme le font supposer les mesures prises dans le cadre du budget de l'Etat soviétique pour 1956 ; cf. article « U.d.S.S.R. Das Staatsbudget 1956 — Richtlinie für die Wirtschaftspolitik dans *Informations économiques* de l'O.S.E.C., Lausanne, no 6/1956.

7. *Fluctuations économiques?*

Dans son magistral ouvrage sur les *Fluctuations économiques*, M. Guitton posait la question de savoir si les régimes collectivistes, par leur propre définition acycliques, échappaient vraiment aux variations de conjoncture.¹ Il relevait que « certains auteurs pensent, en effet, que les fluctuations ne sont pas évitables en régime collectiviste ; ils arrivent à cette conclusion que les fluctuations du régime collectiviste ont seulement un comportement autre qu'en régime capitaliste. »

Quelle contribution apportent à l'étude de cette question les faits et tendances que nous avons relevés jusqu'ici ?

Il nous semble difficilement niable que les interstices (nous ne disons pas lézardes) qui se manifestent entre les éléments qui composent l'édifice de l'économie entièrement planifiée par l'Etat socialiste soviétique et qui donnent lieu à des « courants d'air » montrent qu'il y a du « jeu » entre les éléments en question.

Nous avons été les témoins de tensions ou de contradictions entre divers secteurs économiques, et cela en dépit de la plus évidente bonne volonté des planificateurs.

Il suffit que des industries ne puissent réaliser leurs plans de production parce que des matières premières ou des équipements font défaut pour que tout un secteur économique en soit affecté. Et voilà que l'offre prévue ne va pas à la rencontre de la demande qui subsiste. Un phénomène de déplacement de volume se produit dès lors, non sans entraîner des conséquences monétaires.

Il se peut que des séries d'entreprises ne puissent s'en tenir au coût de production qui leur est assigné et maintenir leur rentabilité au niveau prévu, pour qu'aussitôt le prix de gros de leur production augmente, entraînant un accroissement sur toute la chaîne de distribution des prix successifs et provoquant le recours à un plus grand chiffre de moyens de paiement : d'où influence sur le phénomène monétaire.

Des causes naturelles ou des défaillances humaines peuvent provoquer dans l'agriculture une diminution des denrées alimentaires ou des matières premières agricoles sur le marché. Les revenus des paysans en sont affectés et le volume des produits

¹ HENRI GUITTON : *Fluctuations économiques*, Recueil Sirey, Paris 1951, p. 608 et notes.

mis en circulation par l'agriculture diminue. Les prix en subissent inévitablement des effets.

Si nous rapprochons de ces faits possibles les phénomènes que nous avons observés dans des domaines aussi importants pour la conjoncture, tels que les rapports investissements-consommation, industrie-agriculture, prix-monnaie, etc., nous voyons de quelle manière des causes de fluctuations peuvent se manifester dans un régime collectiviste.

Telles sont les conclusions auxquelles on aboutit, si l'on n'est pas complètement influencé par une doctrine qui veut que la transformation du régime de production, de capitaliste à collectiviste, doive nécessairement exclure certains mouvements dans l'économie qui semblent être tant dans la nature des choses que dans la nature des réactions humaines.

Cela dit, il ne viendra sans doute à l'esprit de personne, en Occident, de nier le fait que les phénomènes économiques sont à apprécier diversément sous un régime de monopole étatique que sous celui de libre concurrence.

Les fluctuations économiques sous le régime collectiviste changent de nature parce qu'elles se produisent, au départ, sur la base d'éléments différents de ceux qu'on a coutume de renconter sous le régime dit capitaliste. Elles n'en existent pas moins, même si elles sont résorbées ou transformées à plus courte échéance. Cet élément correspond, du reste, à la circonstance que la planification peut bien être prévue pour une longue période, mais n'exerce en fait son efficacité que pendant un laps de temps plus court, car elle doit composer avec des variations et des inconnues telles que nous les avons évoquées tout à l'heure.

Les crises cycliques qui caractérisent le système capitaliste affectent profondément, dit-on, la situation matérielle des classes laborieuses. Mais les variations et fluctuations qui se produisent sous le régime collectiviste ne font-elles pas à leur tour des victimes ? La forme de ces fluctuations change sans doute, nous l'avons vu, toutefois les réactions des faits économiques et des intérêts sociaux contrarient les plans et créent ce que nous avons appelé des disparités qui affectent les intérêts des divers groupes sociaux. Les campagnards dont l'industrie ne satisfait pas les besoins à des prix comparables aux leurs ou encore la grande masse des travailleurs qui se trouvent souvent en état de sous-

consommation, ne sont-ils pas des « victimes », au sens économique du terme, des phénomènes que nous avons qualifiés par euphémisme des « disparités » ? Certes l'Etat socialiste cherche à apporter *a posteriori* des correctifs pour combattre ces phénomènes. Il n'en reste pas moins qu'on ne peut plus dire que la planification par l'Etat exerce des effets magiques sur le fonctionnement de l'économie.

De telles conclusions ne veulent naturellement pas dire que le système collectiviste n'est pas viable, puisqu'il fonctionne en U.R.S.S. depuis 38 ans, mais seulement qu'il est aussi soumis, comme d'autres formes d'activité économique humaine, à la servitude de la relativité.

Le « monolithe » ne peut symboliser l'économie !

8. *Considérations finales.*

Après que nous ayons présenté certains faits dénotant l'existence de tendances contradictoires au sein d'une économie collectiviste et déduit des mouvements observés que cette dernière n'était pas exempte de fluctuations économiques *sui generis*, on pourrait nous reprocher de dresser un tableau fort sombre du développement de l'économie soviétique au sein de laquelle nous avons puisé notre documentation. Or, tel n'est nullement le but du présent article qui cherche simplement à dégager des matériaux d'étude d'un problème qui ne peut laisser nos contemporains indifférents. Bien que nous nous défendions donc de vouloir porter ici un jugement d'ensemble et définitif, au point de vue économique bien entendu, du système que nous analysons, nous voudrions néanmoins présenter les considérations suivantes en guise de conclusion.

Depuis qu'elle est régie par les plans quinquennaux, l'économie soviétique a subi un développement certain. Bien qu'on ne dispose pas, d'une façon générale, de chiffres statistiques absolus, les données relatives qui nous sont fournies sont suffisantes pour confirmer l'observation directe des faits : augmentation de la production industrielle, du « produit social » et amélioration partielle du bien-être matériel de la population. Contester ces faits serait injuste et onopportun à la fois. Telle a toujours été notre attitude. Par ailleurs, ce serait tomber dans une autre erreur

que d'admettre avec les économistes marxisto-léninistes que ce développement de l'U.R.S.S., alias de l'ancienne Russie, ait été exclusivement possible sous le régime socialiste qui y a été instauré.

Nous nous trouvons, en effet, devant un cas particulier d'un vaste pays, (le même phénomène pourrait se produire dans un Etat comme la Chine) qui de par sa géographie peut se suffire quasiment à lui-même. Il dispose de ressources naturelles immenses et d'une population croissante, d'une main-d'œuvre innombrable, maniable à volonté. Le gaspillage des forces humaines et matérielles ne fait pas courir de dangers mortels à son système économique. Néanmoins rien n'affirme qu'un autre régime économique n'eût pu sortir de son état rétrograde l'ancien Empire des tsars, dont le système économique tenait encore plus de la féodalité que du capitalisme libéral. C'est un régime collectiviste qui a eu le privilège de mener cette partie du monde dans la voie du développement économique. Reconnaître ces faits n'est pas donner son adhésion à un système dont la réussite relative est nécessairement liée à un Etat politiquement et économiquement omnipotent, encadrant une société humaine dans laquelle l'individu n'est considéré qu'en vertu de sa fonction sociale.

Assurances
Accidents
Responsabilité civile
Automobiles, Casco
Vol
Garantie
Cautionnement

ZURICH
Assurances

Agence générale de Lausanne

J e a n E. M U R E T

Grand-Chêne 2

Tél. 22 00 71